

Convention collective

**IDCC : 9131. – EXPLOITATIONS AGRICOLES ET COOPÉRATIVES
D'UTILISATION DE MATÉRIEL AGRICOLE
(Bouches-du-Rhône)
(12 février 1986)**

(Etendue par arrêté du 16 mai 1986,
Journal officiel du 29 mai 1986)

AVENANT N° 45 DU 18 MARS 2013

NOR : *AGRS1397105M*
IDCC : *9131*

Entre :

La FDSEA des Bouches-du-Rhône ;

La FDCUMA des Bouches-du-Rhône,

D'une part, et

Le SGA CFDT des Bouches-du-Rhône ;

La FGTA FO des Bouches-du-Rhône ;

La CFTC-Agri des Bouches-du-Rhône ;

Le SNCEA CFE-CGC des Bouches-du-Rhône,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Modification de l'avenant n° 43 du 22 mars 2012

Le premier alinéa de l'article V de l'avenant n° 43 du 22 mars 2012 devient :

« Le chapitre IV du titre VI et ses articles 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, ainsi que le chapitre V du titre VI et ses articles 48, 49, 50, 51, 52 sont supprimés et remplacés par ce qui suit : ».

Article 2

Modification de l'article 5.1 « Durée du travail »

Le premier paragraphe de l'article est modifié et devient :

« La durée du travail est réglementée par :

- les articles L. 713-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime, les dispositions du livre I^{er} de la troisième partie du code du travail lorsqu'il est précisé que ces dispositions sont applicables en agriculture ;
- les décrets et arrêtés pris en application de ces textes ;
- l'accord national du 23 décembre 1981 modifié sur la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles ;

- l'accord national du 18 juillet 2002 modifié sur l'emploi saisonnier ;
- l'accord national du 19 septembre 2001 modifié sur le compte épargne-temps ;
- l'accord national du 11 mars 2008 modifié pour l'emploi des seniors dans les entreprises agricoles. »

Article 3

Modification de l'article 5.5 « Contrôle de la durée du travail »

Le premier alinéa de l'article 5.5 est remplacé par :

« L'affichage ou l'enregistrement des temps de travail ou l'information des salariés sur les horaires de travail seront conformes aux dispositions des articles R. 713-35 et suivants du code rural et de la pêche maritime, ainsi que de l'accord national modifié du 23 décembre 1981 sur la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles, et de l'accord national modifié du 18 juillet 2002 sur les saisonniers, pour les différents dispositifs d'aménagement de la durée du travail. »

Article 4

Modification de l'article 5.6

Après le premier alinéa, il est inséré la phrase suivante :

« La reprise du travail peut faire l'objet d'une visite médicale obligatoire de reprise, conformément aux articles R. 717-16 et suivants du code rural et de la pêche maritime. »

Article 5

Modification de l'article 6.10 « Rémunération en cas de maladie ou d'accident (dite "garantie de ressources") »

A l'avant-dernier paragraphe intitulé « Remboursement de l'employeur », le début de la phrase est modifié ainsi : « Dans les cas où l'employeur est tenu de maintenir le salaire, il procède... », le reste étant inchangé.

Article 6

Modification de l'article 6.11 « Rémunération des jours fériés »

La rédaction de l'article 6.11 devient la suivante :

« A l'exception du 1^{er} Mai, pour lequel les dispositions légales s'appliquent, la rémunération des jours fériés est la suivante :

- le salarié mensualisé ne subit aucune réduction de salaire du fait d'un jour férié ;
- le salarié non mensualisé (à l'exception des contrats intermittents) perçoit une rémunération calculée sur la base de l'horaire de la journée de travail appliquée à cette époque dans l'entreprise (nombre d'heures multiplié par le taux horaire de son niveau de qualification/coefficient), s'il a été présent le dernier jour de travail précédant le jour férié et le premier jour de travail qui fait suite, sauf autorisation d'absence préalablement accordée.

Cette rémunération n'est pas due lorsque le jour férié tombe un dimanche ou un jour habituellement chômé en totalité.

Les heures perdues du fait du chômage d'un jour férié légal ne sont pas récupérables.

Le salarié appelé à travailler un jour férié perçoit en plus une rémunération égale au produit du nombre d'heures effectuées par son salaire horaire de base. »

Article 7

Modification de l'article 6.13 « Avantages en nature »

Au dernier alinéa de l'article, il est rajouté au titre de l'alinéa les mots « et les contrats de professionnalisation ». Le titre de l'alinéa devient : « En ce qui concerne les apprentis et les contrats de professionnalisation ».

Article 8

Application et demande d'extension

Les dispositions de cet avenant sont applicables dès sa signature.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Saint-Rémy-de-Provence, le 18 mars 2013.

(Suivent les signatures.)